



ROTARY CLUB DE BEYROUTH (1931)

Premier club du Liban - Doyen du District 2452



Le Bulletin

Volume 85 N°36

Année Rotarienne 2015 – 2016

Réunion du Lundi 14 Mars 2016

Président du R.I. : **K.R. Ravindran**

Gouverneur du District : **Mustapha Nasereddine**

Délégué du Gouverneur : **Kamal Katra**

Assistant du Gouverneur : **Simon Daniel**

Président du RC Beyrouth : **Pierre Debahy**

Secrétaire du RC Beyrouth : **Zouheir Bizri**

Devise du Président du RI et du Club pour l'année 2015-2016

« Faire don de soi au monde »

Le Protocole

Ont assisté à la réunion :

27 Rotariens du Club

ABBOUD Nabil	BTEISH Mansour	FAYAD Halim (PP)	KETTANEH Henry (PP)
ARIS Toufic (PE)	CATTAN Joëlle	FAYAD Habib	MAHMASSANI Malek (PP)
ASHI Roger	CHERFAN Aïda	GHARZOUZI Gabriel	MENASSA Camille (PP)
AUDI Wadih	CODSI Reine	GHAZIRI Habib (PP)	NASR Elias
BIKHAZI AZAR Rima	DABBAGH Walid	HAFEZ Antoine (IPP)	NASR Samir
BIZRI Zouheir (PN)	DEBAHY Pierre (P)	HAMMOUD Samir (PP)	SAWAYA Assaad (PP)
BOULOS Rosy	EL SOLH A. Salam (PP)	JABRE Raymond	

Rotariens Visiteurs

- PP Mounir Jabre du RC Beirut Cosmopolitan
- PP Danielle Yaacoub du RC Metn

Les Invités

- Dr Toufic Gaspard, notre conférencier, invité du Club
- M. Gabriel Sehnaoui, invité de PP Reine Codsi
- M. Mounir Lyan, invité du PP Samir Hammoud
- M. Jean Hajjar, invité de Joëlle Cattan
- Mme Wassila El Solh, épouse de PP Abdel Salam El Solh

Le Secrétaire a reçu :

Les messages d'excuses

En voyage : PP Savia Kaldany, PP Aziz Bassoul, PP Pierre Kanaan, PP Maurice Saydé, Antoine Amatoury, André Boulos, Nabil Kronfol (un mois), Ahmad Tabbarah ;

Empêchement : PP Meguerditch Bouldoukian, PP Nicolas Chouéri, PP Mohamad Fawaz, Aida Daou, Rita Méouchy, Robert Arab, Yahya Hakim, Ronald Hochar.

Prochains évènements du Club

- Lundi 21 mars à 13h30 – Présentation de Gretta Abi Aad et Crystel Hayek sur leur expérience RYLA en France; Par ailleurs, Melle Alissa Joly, fille d'un Rotarien du RC Lyon-Monts d'Or, se présentera et fera un échange de fanions donné par son père ;
- Lundi 28 mars – Lundi de Pâques Occidentales - Réunion reportée au mercredi 30 mars ;
- Mercredi 30 mars à 18h – Réunion Conjointe avec le Rotary Club de Saida au Rest House – Conférence en anglais de notre camarade Aida Cherfan sur « Contemporary Art, The Sky is the Limit » avec PowerPoint à l'appui et explications également en français : « L'Art Contemporain, un Art au-delà de toute Limite » ;
- Lundi 18 avril 2016 à 18h30 – Conférence sur « Le Patrimoine Musical Libanais » par Mme Zeina Saleh Kayali, auteure d'un répertoire des compositeurs libanais des XXe et XXIe siècle, chargée de mission à la délégation du Liban de l'UNESCO ;

- Vendredi 6 mai 2016 – Théâtre fundraising « Tout le plaisir est pour nous », une pièce de Ray Cooney et John Chapman, adaptation Sébastien Castro, mise en scène par la Compagnie Free-Vol, au profit des actions du Rotary.

Le Courrier (déjà envoyé par email)

- Mardi 15 mars 2016 – Notre ancien camarade Fadi Comair nous invite au séminaire sur « L'après Cop 21 » à l'hôtel Le Royal – Dbayeh ;
- Vendredi 18 mars à 18h30 – Hommage à notre camarade PP Camille Ménassa au 35^e Festival Libanais du Livre à Antélias ;
- Calendrier mis à jour des événements de tous les RC du Liban, envoyé par PP Samar Saab.

Compte-Rendu de la Réunion Statutaire

Le Président Debahy a ouvert la séance en souhaitant la bienvenue à notre conférencier, Dr Toufic Gaspard, venu nous parler de : *La face cachée de la crise économique au Liban*.



Il a donné la parole au Chef du Protocole qui a souhaité la bienvenue aux Rotariens visiteurs ainsi qu'aux invités des membres du RCB. Aïda Cherfan a ensuite poursuivi avec l'annonce des prochains événements de notre Club ainsi que le courrier reçu.

Après le repas, notre camarade Samir Nasr a brièvement présenté notre conférencier: Après avoir occupé des postes distingués au Liban et à l'étranger, Dr Gaspard se présente actuellement comme un économiste indépendant. Il a publié un livre, *The political economy of Lebanon: The limits of laissez-faire*, en 2004, ainsi que de nombreuses études pour les organisations multilatérales ou régionales. (*Présentation en Annexe 1*)



Dr Gaspard a commencé par présenter clairement le plan de son exposé :

- 1) Pourquoi y a-t-il une crise au Liban ?
- 2) Les symptômes de cette crise
- 3) Mesures concrètes proposées afin de la traverser ou peut-être même de la résoudre.

Un sujet qui a captivé l'assistance, surtout que les chiffres officiels, avancés par notre conférencier, ont contribué à concrétiser les différents aspects de la crise économique que le pays traverse. (*Conférence en Annexe 2*)

La présentation du Dr Gaspard a été suivie d'un débat très animé entre interventions, questions posées et solutions proposées :

Intervention de Mansour Bteish : Les chiffres avancés par T. Gaspard sont parfaitement corrects. Cependant je ne partage pas son point de vue quant au volume de la dette de l'État car il s'agit de

sommes déposées par les différentes banques à la Banque Centrale qui les place à son tour à l'étranger : 48 milliards de dollars.

D'autre part le montant des dépenses de l'État pendant les 25 dernières années était de 121 milliards de dollars auxquels s'ajoute le service de la dette. Quant aux recettes de l'État, au cours de ces mêmes années, elles ont totalisé 124 milliards de dollars. Ceci dénote évidemment une mauvaise gestion ; et de plus une dette de 71 milliards de dollars.

J'ai donc une réserve sur le montant de la dette publique que tu considères de 108 milliards de dollars ; mais ceci est ton point de vue.

Réponse de T. Gaspard : Je n'ai fait qu'appliquer la méthodologie internationale adoptée par le FMI. 108 milliards est une approche conservatrice.

Question Roger Ashi : L'effondrement dont vous parlez peut arriver incessamment ?

Réponse : J'ai parlé d'un risque d'effondrement dans deux ou cinq ans, je n'en sais rien ; mais les risques sont énormes quand nous analysons la situation économique et financière de l'État. Une éventuelle paix en Syrie, par exemple, nous fera gagner du temps.

Rien n'est inévitable ; nous avons besoin d'appliquer urgemment une politique de correction.



Mansour Bteish



Roger Ashi



Joëlle Cattán



Gabriel Gharzouzi



Dr Toufic Gaspard

Question Joëlle Cattán : Les chefs d'entreprises suivent de très près la situation économique du pays. Que peuvent faire les chefs d'entreprises et les instances économiques à part publier des communiqués lançant des cris d'alarme ?

Réponse : En fait les relations entre les instances économiques et la BDL sont des relations incestueuses car elles sont anormales : 58% des ressources des banques commerciales proviennent du secteur public ! Vous trouvez ça normal ? Il faut leur faire peur en prenant des mesures comme arrêter de payer les impôts. Limiter le déficit. Le problème des ordures est déjà une manifestation de l'effondrement politique.

Question Gaby Gharzouzi : Si je comprends bien notre situation est comparable à celle d'un patient qui ne consulte pas son médecin afin qu'il ne soit pas mis au courant du diagnostic. C'est bien ça ?

Réponse : C'est très simple. Personne ne réagit. Nous apprenons à tout accepter. Prenez par exemple l'absence d'un président. C'est un fait accompli ; on n'en parle même plus.



Aïda Cherfan



PP Henri Kettaneh



Dr Toufic Gaspard

Question Aïda Cherfan : Nous lisons chaque quelque temps dans les journaux qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour la stabilité de la livre libanaise. Est-ce que ces déclarations sont fiables ?

Réponse : La vérité, je ne sais pas. Les médias ont l'air d'être mieux renseignés que nous... Ils ne posent même pas les bonnes questions : comportement similaire à celui de nos dirigeants.

Question PP Henri Kettaneh : Notre gouvernement, il y a trente ans, avait 77 députés contre 128 actuellement. En 1977 nous avions un Office d'Electricité et un Office de Plan vert qui fonctionnaient. Nous avions de la technicité. Aujourd'hui c'est le politique qui prime.

Réponse : Je vais donner des exemples spécifiques.

- Depuis 2002 la Banque Centrale ne publie pas les comptes : pertes/profits. Pourtant ils sont contraints par la loi à le faire. C'est très grave.

- L'EDL reçoit des avances : savez-vous que les $\frac{3}{4}$ de leurs dépenses sont les résultats de transferts. Leur dernier bilan date de 2007... J'ai eu l'occasion de faire analyser ce dernier bilan de 2007. Je n'ai jamais rien vu de pareil ! Vous vous rendez compte : 2 milliards de dollars pour une entreprise par an et 35% de déficit annuel ? Mais personne n'ose réagir...

Les ONG ont bien commencé ; elles ont été éparpillées et deviennent de moins en moins efficaces.

Le Président a remercié Dr Gaspard pour son brillant exposé et lui a offert, au nom du RCB, le livre du 75^{ème} anniversaire du RCB et de l'historique de la ville de Beyrouth ainsi que les rapports annuels des quatre dernières années de notre Club.

Après avoir levé la séance à 15 heures, Il a invité toutes celles et ceux qui le désirent à poursuivre le débat.



Mansour Bteish



Nabil Abboud



PP Samir Hammoud

2^{nde} intervention de M. Bteish : Je ne suis pas d'accord sur le risque de l'effondrement du système bancaire : La Banque Centrale a toujours 48 milliards de dollars de liquidité dans les banques à l'étranger. Les recettes annuelles de l'État sont de 10.5 milliards et les dépenses s'élèvent à 14 milliards. Les salaires de 17,000 employés : 12,000 dans l'administration et 5000 contractuels. Mais en réalité 300,000 employés touchent des salaires de l'État : 100 000 retraités, 50 000 dans l'enseignement et 200,000 dans les Forces de l'Ordre.

Notre problème est un problème de recettes : Les gens ne payent pas leurs impôts correctement. La corruption existe ; mais elle est beaucoup plus élevée dans les recettes que dans les dépenses. À mon avis, c'est une responsabilité collective que nous devons assumer. Je suis tout à fait d'accord avec Toufic mais je suis moins pessimiste.

Question de Nabil Abboud : Cet argent de la Banque Centrale est-il déposé dans des banques à l'étranger ou investi dans des projets commerciaux?

Réponse : Les 48 milliards sont juste déposés à un taux minimal... Sans vouloir faire de compliments, mais la Commission de Contrôle de Banques fait un excellent travail. Le problème est le cumul d'une mauvaise politique financière depuis de nombreuses années.

Intervention du PP Samir Hammoud : Je vous rappelle que notre pays a passé et continue à passer par des circonstances exceptionnelles et pour être plus précis anormales. Nous sommes à la merci d'une grande instabilité qui brouille un peu les cartes. Nous faisons de notre mieux pour surmonter les difficultés et nous sommes souvent contraints à accepter l'inacceptable, et ce, pour des raisons de force majeure. C'est tout ce que je voudrais dire.

Annexe 1 – Présentation du Dr Toufic Gaspard par Samir Nasr

TOUFIC GASPARD

Docteur en Sciences économiques de l'Université de Sussex en Grand Bretagne
Actuellement, Conseiller financier et économique indépendant

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Conseiller du Ministre des Finances 2011-2014
- Expert économique au Fonds Monétaire International à Washington
- Banquier à la Chemical Bank (JP Morgan Chase à présent) à New York, Bruxelles et Beyrouth
- Directeur des Études économiques à la Banque du Liban
- Maître de conférences à l'AUB et à l'USJ

PUBLICATIONS

- A Political Economy of Lebanon, 1948-2002: The Limits of Laissez-faire, Brill, 2004. Livre traduit en arabe chez Dar An-Nahar
- Plusieurs études, surtout pour des organisations multilatérales ou régionales, comme la Banque Mondiale, les Nations Unies et la Communauté Européenne, dont en particulier :
 - Les relations économiques libano-syriennes
 - Situation et perspectives des conditions financières et économiques au Liban
 - La concurrence dans les marchés libanais

Annexe 2 – Conférence du Dr Toufic Gaspard

« La face cachée de la crise économique au Liban »

Une crise est une situation d'instabilité qui peut mener à des changements très négatifs. Il faut donc savoir agir. Une crise économique débouche généralement sur une dépréciation de la monnaie nationale (à part la zone Euro, les E-U et le Japon).

Au début des années '90 notre dette nationale était une des plus basses au monde.

Aujourd'hui notre dette nationale est de 70 milliard de dollars, ce qui représente 139% du PIB ; une des plus élevées au monde...

Les causes de la dette publique

Une dette, en elle-même, n'est pas vraiment un problème : on s'endette pour investir ; on s'endette pour agrandir une entreprise... Le problème fondamental est la source de la dette.

En fait elle est le résultat de tous les déficits depuis 1990 :

- a- Entre 1993 et 2015 l'Etat a dépensé l'équivalent de 187 milliards de dollars (moins de 9% de ce montant dépensés en investissements publics, achats superflus et corruption incluse). Les deux tiers de ce montant - soit 65 milliards de dollars - sur les intérêts et 65 milliards sur les salaires, et 18 milliards dans ce gouffre, qu'est l'EDL.
- b- De plus nous réalisons que nous n'avons pas d'infrastructure physique, ni humaine ; et ceci est encore plus grave.
- c- La balance des paiements : depuis 1943 nous n'avons jamais enregistré plus de deux années consécutives de déficit ; même pendant la guerre... Or en ces cinq dernières années chaque année a été déficitaire. En 2015 : 3.4 milliards de dollars de déficit.

Les symptômes

Des symptômes inquiétants se manifestent dans le secteur monétaire et bancaire : depuis les années '90 la Banque Centrale a décidé, pour défendre la valeur de la livre libanaise, d'accumuler des devises. Pour ce faire, elle a offert des taux d'intérêt très élevés aux banques commerciales.

Par exemple : la Banque Centrale émet des certificats de dépôts en livres libanaises. Le taux moyen d'intérêt étant de 8.2%. Ils émettent aussi des certificats de dépôts en devises variant entre 6 et 7%.

Aux E-U le taux est de 2.2%...

Quel en est le résultat ? 58% des ressources des banques commerciales sont au secteur public : Voilà le fond de la crise. S'il y a un problème, non seulement la livre libanaise sera en danger, mais également le secteur bancaire. Les banques commerciales donnent donc 26% de leurs ressources au secteur privé et 58% au secteur public.

J'ai mentionné une dette gouvernementale de 70 milliards de dollars ; mais le secteur public c'est le gouvernement + les autres entreprises publiques dont la plus importante est la Banque Centrale. Si nous consolidons notre dette publique selon la méthodologie internationalement adoptée, elle deviendrait de 108 milliards de dollars ; ceci représenterait 213% du PIB. En d'autres termes : Dette de la Banque Centrale + Dette du Gouvernement (chiffres officiellement publiés).

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

La corruption est évidente. C'est entendu. Mais dans tous les pays, les institutions ont des remparts : parlement, institutions de contrôle, magistrature, syndicats, médias...

Chez nous ces remparts n'existent pas car ils sont tous dans le coup. Sauf peut-être quelques ONG mais qui restent très éparses.

Mais quelles incitations ont-ils pour réagir ou mieux faire ?

Aucune, car leurs intérêts sont ailleurs ; ils ne courent aucun risque car leurs intérêts sont bien défendus. Depuis la fin de guerre il n'y a pas eu un seul débat au parlement ou au gouvernement au sujet de la dette publique ; et par conséquent aucune solution n'a été proposée.

En réalité c'est la faute du peuple qui s'auto-inflige une censure sur le sujet.

Dans l'histoire du Liban moderne, il y a eu deux grands événements : l'indépendance du Liban et le 14 mars 2005, premier vrai sursaut populaire. Réactions de toutes les régions et de toutes les communautés ; malheureusement ce soulèvement fut vite accaparé par les forces politiques et exploité au profit des différents partis politiques. Pour qu'il y ait un changement, il faut qu'il y ait une force générale unie, et non pas des forces individuelles.

Quelles sont les solutions ?

- 1- Techniquement, nous pouvons sortir de cette crise. Il suffit que le Conseil des Ministres mette une limite au déficit de l'État afin de limiter les dégâts, gagner du temps, et prouver que les autorités sont sérieuses. Mais ceci ne sera pas fait de sitôt car limiter les dépenses veut dire limiter les intérêts et la corruption...
- 2- Les chefs d'entreprises représentent des forces importantes ; malheureusement ils ont eux-mêmes des intérêts politiques. Ils pensent à des intérêts à court terme : Short-termism.
- 3- Faire pression sur les partis politiques par le biais d'économistes expérimentés.

Je conclus en disant que : « Si on va toujours de l'avant sans savoir où l'on va, on va dans le mur. »
Je vous remercie.
